L'Assemblée Générale du laboratoire LIDILEM, réunie le 22 octobre 2026, se déclare solidaire avec les mobilisations lycéennes et étudiantes et fait cause commune avec l'ensemble de leurs revendications.

Nous partageons l'inquiétude face à la dégradation du service public et les attaques qui lui sont portées. Nous saluons en ce sens la publication des manifestes de France Universités, signé par 80 président·es, et du bureau de la CP-CNU. En tant qu'agent·es d'une institution de recherche publique, nous souhaitons réaffirmer les demandes suivantes :

- La création de nouveaux postes statutaires dans l'enseignement secondaire et supérieur, impliquant une titularisation massive, l'arrêt du morcellement des postes (multiplication des employeurs, temps partiels imposés, etc.) et du recours systématique aux vacataires et contractuel·les.
- L'augmentation du budget récurrent de la recherche afin de garantir des moyens pérennes pour l'enseignement et la recherche (notamment en redirigeant le Crédit Impôt Recherche vers la recherche publique) et l'arrêt de l'imposition systématique du recours aux appels à projet nationaux et internationaux pour financer la recherche.
- L'abrogation du programme Bienvenue en France et le rejet de toute forme de frais différenciés pour l'inscription des étudiant·es à l'Université.
- Le refus de toute sélection algorithmique à l'Université, Parcoursup compris.
- La lutte contre la précarité et pour la dignité des doctorant·es et jeunes chercheur·es, telle qu'actuellement portée par l'initiative *Je suis Léa* : l'augmentation du nombre de contrats doctoraux en SHS, l'allongement des contrats doctoraux (passage de 3 à 4 ans) pour qu'ils correspondent à la durée réelle des thèses, la mise en conformité de l'Université avec le Code du travail, à commencer par la mensualisation de la rémunération des vacataires, la revalorisation du contrat ATER, etc.

Nous appelons l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche à rejoindre les luttes en cours et à multiplier les actions de mobilisation pour s'opposer à la destruction en cours des services publics.